

# ELECTIONS 2012 au Conseil d'Administration



*Présentation des candidats  
& Professions de foi*

## Noëlle BURGI

► Noëlle Burgi est chargée de recherche (CR1) au CNRS en science politique. Elle est rattachée au Centre européen de sociologie et de science politique de la Sorbonne, Université Paris I. Membre du Conseil d'Administration de l'AFSP depuis 2010.

### ► Profession de foi

Polyglotte, parlant couramment l'anglais, l'espagnol et le grec moderne, je souhaite apporter ma contribution à l'une des missions centrales de l'AFSP, qui est de favoriser la recherche et les échanges internationaux dans le domaine de la science politique. Mais je voudrais également participer au décloisonnement des sous-disciplines et à l'élargissement de nos thèmes de recherche et de spécialisation. Je pense en particulier à la faible place

qu'occupent en France les recherches en relations internationales et aussi à la nécessité d'enrichir nos approches grâce à des analyses intégrant les affects et la dimension éthique et morale du changement.

En ce qui concerne mes propres recherches, ces deux thèmes prennent avec le temps une importance croissante. Recrutée au CNRS en 1985, formée à l'école de la sociologie historique du politique, mon terrain d'observation porte sur les restructurations permanentes du marché du travail (en Europe et maintenant aux Etats-Unis). Cela m'a nécessairement conduite à réinterpréter la moralisation (récurrente) de la question sociale et à tenter de mieux cerner ce que l'on entend par éthique (selon Paul Ricœur, « la visée de la vie bonne, avec et pour les autres, dans des institutions justes ») et par morale (le moment où l'éthique est codifiée par la loi ou le règlement). Et mon terrain a également ouvert ma curiosité aux recherches en relations internationales. Par-delà ma contribution sur ces questions particulières, je mettrai toute mon énergie à mener à bien notre travail collectif.



## Alain FAURE

► Alain Faure est directeur de recherche en science politique au CNRS et directeur du laboratoire PACTE – Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Membre du Conseil d'Administration de l'AFSP depuis 2010.

### ► Profession de foi

Je candidate au renouvellement de mon mandat au sein du conseil d'administration de l'AFSP pour trois raisons principales. La première est liée au plaisir que j'ai eu à siéger et débattre pendant deux ans au sein de cette instance. Non pas que le CA soit un spectacle plein de surprises et rebondissements (encore que), mais parce qu'il y règne assurément une atmosphère chaleureuse, légère et studieuse qui donne le pouls de la discipline et qui permet de mesurer à la fois la diversité, l'originalité et souvent l'élégance des idéaux défendus par les politistes. La deuxième raison est plus prosaïque : je prends la mesure, en ayant la responsabilité depuis peu d'un gros laboratoire en sciences sociales, des controverses multiples qui secouent la profession sur chaque « site » mais aussi dans la compétition légèrement obsessionnelle pour les financements et recrutements nationaux et internationaux. J'ai la conviction que l'AFSP doit jouer dans cette période tumultueuse un rôle de cristallisation, et qu'elle doit éclairer, notamment dans sa façon de communiquer et d'organiser son Congrès, les pistes les plus fécondes pour que notre communauté intellectuelle trouve sa voie à bonne distance du repli, des stratégies de niches ou de la standardisation mimétique. La troisième raison concerne le chantier que nous avons ouvert avec l'appel sur les groupes de projets AFSP (en remplacement des groupes de travail). Sans doute faut-il renouveler notre façon de débattre collectivement pour éviter la pente naturelle, depuis une décennie sinon plus, à l'hyper spécialisation sous-disciplinaire. La formule que l'AFSP a imaginée donne toute sa place aux grands débats de société et à la jeune recherche, et le fait de fixer aux porteurs de projet la mission de mettre en scène leurs résultats à l'occasion du Congrès me semble une très bonne initiative. C'est avec intérêt que je consacrerai du temps et de l'énergie pour soutenir cette dynamique si vous me faites confiance pour un nouveau mandat.



## Didier GEORGAKAKIS

Didier Georgakakis est professeur de science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg et membre junior de l'Institut Universitaire de France (2007-2012). Membre du Conseil d'Administration de l'AFSP depuis 2006.

### Profession de foi

Membre élu en 2006, à l'époque seul maître de conférences, je sollicite un second mandat au sein du Conseil de l'AFSP. Lors de mon premier mandat, j'ai participé avec assiduité aux activités du Conseil, à ses arbitrages scientifiques et à la recherche de ses meilleurs équilibres et dynamiques internes. J'ai aussi plus particulièrement été chargé de représenter l'AFSP auprès de la Confédération européenne des associations de science politique (ECPA) qui réunit la plupart des associations comme la nôtre en Europe, avant de représenter l'ECPA au sein de l'Alliance européenne des sciences humaines et sociales (EASSH), fondée il y a 6 mois autour d'une trentaine d'associations transnationales homologues pour toutes les disciplines des SHS. Au sein de ces différentes instances, j'ai plaidé pour les spécificités de notre discipline et pour une meilleure coordination de nos réflexions et de notre action sur le plan européen. J'ai par ailleurs activement contribué aux mobilisations pour défendre la place des SHS auprès des institutions européennes à Bruxelles et Strasbourg et j'ai, en retour, mobilisé cet échelon européen sur nos enjeux nationaux comme pour demander une plus juste évaluation de nos licences par l'AERES (courrier ECPA, novembre 2011).

L'internationalisation de notre discipline implique de s'investir dans de nouvelles alliances et de repenser les moyens de faire face aux coûts (financier mais aussi intellectuels) et aux inégalités qu'elle entraîne, réflexion qu'il faut porter tant sur le plan interne qu'en relation avec d'autres associations nationales et auprès des institutions européennes. Sur chacun de ces plans, le pluralisme intellectuel auquel aspire la plupart d'entre-nous ne sera possible que si l'on travaille davantage à le faire exister. C'est dans cette direction que se situe mon engagement.



## Florence HAEGEL

Florence Haegel est directrice de recherche à la FNSP au Centre d'études européennes de Sciences Po.

### Profession de foi

J'ai choisi de me présenter à l'élection du conseil d'administration de l'AFSP car il me semble que, dans un contexte de rapide transformation de la profession, il devient particulièrement important de s'investir dans les structures collectives de représentation de la science politique.

En effet, celles-ci sont des lieux d'échanges qui permettent de se forger une compréhension commune de ce qui est en jeu et une vision partagée des objectifs de la discipline ; elles constituent également des vecteurs essentiels de régulation et de mobilisation de notre univers professionnel en pleine mutation.

Chercheuse, je me suis progressivement de plus en plus investie dans l'enseignement et j'anime aujourd'hui le master de « sociologie politique comparée » de l'Ecole doctorale de Sciences Po Paris. L'offre pédagogique qu'il propose donne une idée de ma conception de la science politique. Celle-ci est fortement ancrée dans les sciences sociales (elle n'est donc pas strictement disciplinaire), connectée aux débats internationaux, à visée comparative, dépassant les sous-divisions internes et soucieuse de formation méthodologique (tant quantitative que qualitative).

L'AFSP étant à la fois un lieu de socialisation professionnelle et de promotion de la science politique en France et à l'étranger, elle doit donc continuer à réfléchir aux meilleurs moyens de promouvoir la place des jeunes chercheur-e-s très présents dans les manifestations de l'association et de rendre encore plus visible la spécificité de l'apport de la science politique française dans le champ des sciences sociales à l'échelle nationale mais surtout internationale.



## Michel HASTINGS

Michel Hastings est professeur de science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, chercheur au CERAPS et membre associé du CEVIPOL (Université Libre de Bruxelles). Membre du Conseil d'Administration de l'AFSP depuis 2010.

### Profession de foi

J'ai été élu au Conseil de l'AFSP en 2010 avant que le tirage au sort ne vienne écourter mon mandat. Je souhaite me représenter afin de pouvoir accompagner et poursuivre les importantes réformes engagées par l'Association concernant la défense de la discipline dans le paysage académique national, son ancrage dans les dispositifs de développement international, ainsi que les défis de plus en plus nombreux posés à l'exercice même des métiers de la science politique. Trois enjeux me semblent tout particulièrement exiger notre énergie et notre vigilance : tout d'abord, les menaces que font peser sur nos libertés scientifiques les différentes ingérences administratives et politiques portées par les nouvelles règles du management universitaire ; ensuite, les tensions résultant d'un impératif d'internationalisation qui, trop souvent, nous fait oublier qu'il serait également souhaitable de mieux faire entendre à l'extérieur les spécificités et les atouts de la science politique française ; enfin, la nécessité d'une réflexion sur les risques d'aggravation d'une science politique à deux vitesses, entre des pôles qui se renforcent et des lieux voués à la désertification, entre des mesures parfaitement légitimes destinées à faciliter l'insertion des jeunes collègues, et une certaine déconsidération du travail mené dans des terres de mission par des collègues plus âgés et plus isolés. Sur ces quelques points, et pour une Association dont le projet inclusif doit encore et toujours se renforcer, j'ai la prétention de croire que je pourrai apporter les fruits de diverses expériences accumulées en qualité d'enseignant chercheur ayant tout au long de ma carrière joué le jeu de la mobilité professionnelle, de l'ancrage en région et des responsabilités nationales (mandats au CNU, jurys d'agrégation et participations à diverses instances d'évaluation).



## Thomas LINDEMANN

Thomas Lindemann est professeur de science politique à l'Université d'Artois et chercheur au CERAPS (Lille 2).

### Profession de foi

Pour l'élection du conseil de l'administration de l'AFSP, je m'inscris dans une démarche globale de défense de la qualité de la recherche publique, ainsi que des droits et des statuts des chercheurs qui la font au quotidien.

La défense de la recherche publique nécessite que les contenus des réformes soient discutés et que les éventuels changements soient conduits en concertation étroite avec les principaux acteurs de la recherche, en l'occurrence les chercheurs et les personnels administratifs de la section 04 du CNU (science politique) et de la section 40 du CNRS.

Dans ce cadre, je défends une conception ouverte et volontaire des évolutions de la recherche publique et, sur la base des principes suivants, m'engage :

A promouvoir les échanges internationaux de l'AFSP.

A promouvoir la carrière des jeunes chercheurs (bourses, financements, prix, etc.).

A défendre notamment un nombre de renouvellements de postes de science politique au moins égal au niveau des départs à la retraite.



A défendre le pluralisme disciplinaire, aussi bien dans la diversité des domaines, des approches théoriques que dans la diversité des profils de chercheurs et des stratégies de carrière qu'ils construisent.

A défendre l'autonomie de la science politique dans l'évaluation des carrières des chercheurs.

A veiller à un relatif équilibre entre les facultés et les I.E.P, les laboratoires et les sous-disciplines dans les affectations de poste.

A défendre un déroulement satisfaisant des carrières.

## Michel MANGENOT

Michel Mangenot est maître de conférences en science politique à l'Université de Strasbourg et membre du Groupe de sociologie politique européenne (GSPE).

### Profession de foi

A tout juste quarante ans, je me présente au Conseil de notre Association. J'en suis membre sans interruption depuis mon adhésion comme allocataire (1996). L'idée de ma candidature a fait progressivement son chemin depuis que je suis maître de conférences à l'Université de Strasbourg (2005) puis, surtout, comme directeur adjoint du Groupe de sociologie politique européenne (GSPE) de 2007 à 2011. Elle s'est confirmée début septembre 2011 lors de notre dernier Congrès. Membre du Comité local d'organisation pendant deux ans, j'ai pris alors toute la mesure de ce que représente l'AFSP, pour notre discipline, nos partenaires et au-delà. Je souhaite désormais poursuivre cet engagement à un niveau national. Je voudrais orienter mon action dans deux directions. Premier objectif : développer la reconnaissance de la science politique au sein de l'espace politico-administratif. On ne peut se résigner par exemple à sa marginalisation dans les concours. Son ancrage dans des cursus professionnels ou d'expertise (comme les écoles d'administration, de commerce ou d'ingénieurs), au-delà des Facultés de droit et des IEP, ouvre des perspectives nouvelles de développement. Je dispose pour cela de l'expérience acquise auprès du Président de l'Université de Strasbourg, comme chargé de mission d'un réseau rassemblant l'Université, l'IEP, l'ENA, l'INET et l'Euro-Institut : le Pôle européen d'administration publique. Second objectif en partie lié : européaniser notre Association en multipliant ou consolidant nos relations avec les associations homologues ou proches. Il s'agirait de participer avec elles à un renforcement de la science politique à l'échelle européenne auprès de nombreux partenaires institutionnels, sans renoncer à nos spécificités scientifiques et pédagogiques.



## Frédérique MATONTI

Frédérique Matonti est professeure de science politique à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et membre du Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP).

### Profession de foi

Les métiers d'enseignant-chercheur et de chercheur ont été profondément bouleversés par la LRU ainsi que par la mise en place des LABEX et des IDEX. Ces réformes successives, à rythme qui plus est accéléré, le peu de cas fait des personnels enseignants et administratifs, la charge croissante de travail ainsi que l'éclatement des tâches pèsent au quotidien. La science politique elle-même risque de plus d'être fragilisée et ses diplômés (par exemple de L3) menacés dans certaines universités.

Toutes les disciplines des sciences sociales et humaines connaissent à la fois des exigences d'internationalisation, des difficultés parfois à maintenir leur autonomie, voire une mise en cause de leur utilité sociale. Pour les jeunes docteurs, la traduction est immédiate : l'incertitude sur les carrières est croissante et l'accès à un poste pérenne souvent précédé par l'enchaînement de contrats et de post-docs.

Ayant siégé au CNU pendant six années, dirigé une UFR et présidé l'AECSP, je souhaite mettre ces expériences au service de l'AFSP. J'y défendrais si je suis élue le pluralisme des approches et l'ensemble des sous disciplines de la science politique. Je serais attentive à ce que l'AFSP soit un lieu de réflexion collective sur l'ensemble de ces enjeux, de proposition, de défense de notre discipline et d'accompagnement de l'ensemble des carrières.



## Pierre MULLER

► Pierre Muller est directeur de recherche au CNRS au Centre d'études européennes de Sciences Po. Membre du Conseil d'Administration de l'AFSP depuis 2000, il a été Secrétaire général de l'AFSP de 1999 à 2002.

### ► Profession de foi

Depuis une vingtaine d'années, je me suis investi dans le fonctionnement de l'AFSP à différents niveaux. Ma candidature, pour un dernier mandat, est fondée avant tout sur le souhait de contribuer au développement des actions engagées par l'AFSP pour accompagner les transformations que connaît la science politique française.

Cet effort me paraît devoir s'exercer dans trois directions principales :

- Mettre en valeur la spécificité de la science politique française dans un contexte d'internationalisation inéluctable de notre discipline, en permettant aux membres de notre communauté professionnelle de promouvoir leurs résultats de recherches originaux.
- Soutenir les jeunes chercheur(e)s (doctorant(e)s, jeunes docteur(e)s) en leur permettant encore plus qu'aujourd'hui d'acquérir la visibilité scientifique indispensable pour s'intégrer dans notre communauté professionnelle.
- Lutter contre le cloisonnement et la segmentation de notre discipline en favorisant l'ouverture et le dialogue entre les différentes sous disciplines qui composent la science politique. Cet objectif s'inscrit dans le mouvement de réforme actuelle de l'AFSP avec, notamment, la création des groupes de projet.

Plus généralement, je me propose de contribuer à ce que l'AFSP reste un lieu ouvert à tous les courants et toutes les approches de la discipline. Un tel objectif passe aussi par la promotion d'actions collectives à l'encontre de l'individualisme et de l'esprit de concurrence qui tendent à devenir la règle dans notre profession.

Je voudrais saluer ici l'efficacité et le dévouement de l'équipe administrative de l'Association. Elle a réussi à accompagner le développement de l'AFSP malgré des moyens réduits. C'est pourquoi, pour atteindre ces objectifs, le renforcement de nos capacités devra constituer l'une de nos priorités pour les prochaines années.



## Christine MUSSELIN

► Christine Musselin est directrice de recherche CNRS au Centre de Sociologie des Organisations (Sciences Po et CNRS). Directrice du CSO, elle est membre du Conseil d'Administration de l'AFSP depuis 2006.

### ► Profession de foi

J'ai été élue pour la première fois au Conseil d'Administration de l'AFSP il y a six ans et souhaite renouveler ma candidature. Il m'importe en effet de pouvoir poursuivre les actions qui ont été engagées au cours des dernières années sur des dossiers aussi importants que les partenariats institutionnels, les évolutions du Congrès de l'AFSP, la création des groupes de projet, la reconnaissance à l'international de la science politique, ou l'établissement

d'une charte éthique. J'ai soutenu ces initiatives et m'engage à poursuivre dans ce sens au cours du prochain mandat.

Il me tient aussi à cœur de continuer à avancer, conjointement avec les autres associations et les membres de la section 19 du CNU et de la commission 40 du CNRS sur les conditions de réalisation des thèses et le devenir des docteurs. J'ai toujours été très attentive au financement des thèses, à la qualité des relations entre les doctorant.e.s et les directeurs ou directrices de thèse, à l'insertion des doctorant.e.s dans la vie du laboratoire qui les accueille, à leur devenir professionnel et à la reconnaissance de la thèse comme une qualification par les administrations comme par les entreprises. Autant de questions pour lesquelles je milite depuis longtemps et en faveur desquelles je continuerai à m'engager avec l'AFSP.



## Andy SMITH

Andy Smith est directeur de recherche FNRS au Centre Emile Durkheim-Sciences Po Bordeaux. Membre du Conseil d'Administration de l'AFSP depuis 2006.

### Profession de foi

Je propose tout d'abord de poursuivre un travail commencé lors de mon premier mandat qui a concerné :

- la valorisation des travaux français à l'étranger (à travers le développement de mécanismes de médiation comme un atelier au congrès de l'AFSP) ;
- la conception et la mise en place des nouveaux groupes de projet de l'AFSP.

Sur le premier point, tout en étant un défenseur farouche de la sociologie politique « à la française », je crois fermement que des efforts sont nécessaires pour pouvoir mieux faire entendre cette approche de la science politique dans les débats internationaux. Les réflexions collectives au sein de notre profession en France doivent donc être poursuivies afin qu'elles débouchent sur des actions concrètes comme les formations, les panels dans les colloques internationaux et davantage de publications dans les revues en langue anglaise.

Quant aux groupes de projet, je suis convaincu que cette nouvelle manière de structurer une partie importante de l'activité de l'AFSP portera ses fruits en incitant à davantage d'échanges entre les différentes parties de notre discipline et le renouvellement régulier des thématiques soutenues. En tout cas, j'ai l'intention de suivre la mise en œuvre de ces groupes avec beaucoup d'attention.

Enfin, je voudrais ouvrir un nouveau chantier pour un dialogue plus fructueux entre la science politique et l'économie. Depuis une trentaine d'années les politistes ont négligé le champ de l'économie, le laissant aux seuls économistes avec des conséquences analytiques désastreuses. Concrètement, en mobilisant mes travaux récents en économie politique, ainsi que mes nouveaux réseaux académiques, je travaillerai pour établir une relation positive et soutenue entre l'AFSP et l'Association française d'économie politique.



## Sylvie STRUDEL

Sylvie Strudel est professeure de science politique à l'Université François Rabelais de Tours. Membre du Conseil d'Administration de l'AFSP depuis 2006.

### Profession de foi

Elue au Conseil d'Administration de l'AFSP depuis 2006, je souhaite représenter ma candidature pour ce scrutin. Ce nouveau mandat me permettrait de continuer à accompagner les transformations et les engagements de l'Association : modernisation de son rôle et de ses pratiques, renforcement et promotion de la discipline tant au niveau national qu'international.



Ce mandat me permettrait aussi de contribuer à défendre quelques fondamentaux qui structurent ma conception de notre discipline et de ses métiers : l'affirmation de l'indépendance de la recherche et de l'enseignement supérieur, la pratique d'une internationalisation volontaire et réfléchie, la reconnaissance des diversités de la science politique, le refus des tentations de replis sous-disciplinaires, l'ouverture aux dialogues frontaliers, la meilleure intégration de la génération des jeunes politistes, le souci d'échanges scientifiques collégiaux et respectueux de l'éthique académique.

Pour répondre aux défis des réformes de l'université et de la recherche, je souhaite mettre une fois encore au service de notre Association, mes différentes expériences d'enseignant-chercheur, de membre élu du CNU, de professeur invité à l'étranger, de membre de jury d'agrégation, de membre d'instances d'évaluations nationales et internationales.

## Emmanuel TAIEB

Emmanuel Taïeb est maître de conférences en science politique à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble et membre du laboratoire PACTE.

### Profession de foi

Si je me présente aujourd'hui au Conseil d'administration de l'Association française de science politique, c'est essentiellement pour trois raisons.

Premièrement, parce que je connais bien l'AFSP, comme membre bien sûr, mais aussi pour y avoir travaillé à différentes reprises ces dernières années (« back office », préparation d'un salon des thèses), et pour avoir fait partie du Comité de pilotage du Congrès de 2009 à Grenoble. Je connais également bien le fonctionnement de l'association, son équipe administrative et nombre de ses élus.

Deuxièmement, parce que le Conseil d'administration de l'AFSP est un lieu carrefour, permettant de saisir et d'accompagner la science politique et ses mutations, de structurer une activité scientifique pérenne via ses groupes de recherche, mais aussi d'ouvrir la voie aux propositions novatrices et imaginatives dans les sections thématiques des congrès.

Troisièmement, parce que l'AFSP occupe une position de premier plan dans la compétition feutrée pour les supports de postes et celle moins feutrée des financements. Désormais internationale, la recherche en SHS nécessite une maîtrise de ces enjeux et un investissement fort et continu dans les instances qui comptent, au-delà de nos ancrages locaux qui parfois nous en détournent.

À l'occasion des congrès de notre discipline, et d'autres, j'ai ainsi pu observer à quel point la structuration de la science politique française était enviée et appréciée, et à quel point la force d'impulsion de l'AFSP jouait un rôle central dans cette présence nationale et internationale. Elle est un lieu important de débats et d'action. Le Conseil d'administration, et les outils proposés par l'AFSP (notamment l'OMASP et l'OFIRSP), m'apparaissent comme étant les plus susceptibles de garantir le dynamisme de la discipline et la sociabilité qui y règne entre les diverses écoles. Les plus susceptibles aussi de permettre de travailler aux bonnes conditions des recrutements et au maintien d'un nombre de postes important en science politique pour les jeunes générations, de mieux en mieux formées et pourtant de plus en plus précaires.

Ce sont là les raisons principales qui militent pour l'élection de candidats nouveaux au Conseil d'administration de l'AFSP.



## Christophe TRAINI

Christophe Traini est professeur de science politique à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence. Il est membre de l'Institut Universitaire de France depuis 2008 et directeur du CHERPA.

### Profession de foi

Adhérent à l'AFSP depuis plus de quinze ans, je présente pour la première fois ma candidature au conseil d'administration espérant ainsi pouvoir contribuer à une représentation de la discipline respectueuse des meilleurs équilibres : Paris / régions ; IEP / Universités ; UMR / équipes d'accueil ; préférence pour les modèles théoriques consacrés / expérimentation d'alternatives soumises à la discussion des pairs ; attention aux questions centrales de la discipline/ renouvellement des objets.



Si les membres de l'AFSP veulent bien me désigner parmi leurs représentants, je m'obligerai à faire preuve d'ouverture face à la diversité tant des approches théoriques que des objets d'études exactement comme j'ai toujours tenté de le faire pour mes propres travaux : défenseurs des langues minoritaires, usages politiques des pratiques artistiques, militants CPNT, figures multiples des protecteurs des animaux, mais encore campagne électorale pour des élections municipales, « analyse écologique » du vote en région PACA, étude de la mise en œuvre d'une directive européenne...

Les réformes successives nous ont alertés sur la nécessité de défendre une science politique plurielle et exigeante, empiriquement contrainte, résistant aussi bien aux formats médiatiques qu'aux intérêts immédiats des financeurs ou aux prescriptions normatives des militants. En proposant une action organisée à l'échelle nationale, l'AFSP constitue l'instance la plus appropriée pour répondre aux multiples défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés au sein même de nos établissements respectifs.